

Bruxelles, le 19 octobre 2020
(OR. en)

12055/20

PUBLIC 69
INF 179

NOTE

Objet: RELEVÉ MENSUEL DES ACTES DU CONSEIL - SEPTEMBRE 2020

Le présent document dresse la liste des actes¹ adoptés par le Conseil en septembre 2020^{2 3}.

Il contient des informations sur l'adoption d'actes législatifs et non législatifs, notamment:

- la date d'adoption,
- la session pertinente du Conseil,
- la cote du document adopté,
- la référence au Journal officiel,
- la référence au procès-verbal de la session du Conseil lors de laquelle l'acte a été adopté.

¹ Pour faciliter la lecture, les "titres courts" utilisés dans les ordres du jour du Conseil sont également mentionnés (en italique).

² En ce qui concerne les actes législatifs adoptés dans le cadre de la procédure législative ordinaire, il est possible que la date de la session du Conseil au cours de laquelle l'acte a été adopté diffère de la date effective de l'acte en question, étant donné que les actes législatifs relevant de la procédure législative ordinaire ne sont considérés comme adoptés qu'après leur signature par le président du Conseil et le président du Parlement européen, ainsi que par les secrétaires généraux respectifs des deux institutions.

³ À l'exception de certains actes de portée limitée tels que les décisions de procédure, les nominations, les décisions budgétaires ponctuelles, etc. sauf s'ils sont adoptés selon la procédure écrite.

Le présent document est également disponible à l'adresse suivante:

[Relevé mensuel des actes du Conseil \(actes\) - Consilium](#)

Les documents mentionnés dans le relevé figurent dans le registre public des documents du Conseil à l'adresse suivante: [Documents et publications - Consilium](#).

S'ils ne sont pas directement disponibles, une demande d'accès à des documents peut être introduite à l'adresse suivante:

<https://www.consilium.europa.eu/fr/documents-publications/public-register/request-document/>

Il est à noter que le présent document est publié uniquement à des fins d'information - seuls les procès-verbaux du Conseil font foi. Ils sont disponibles sur le site web du Conseil à l'adresse suivante: [Procès-verbaux du Conseil - Consilium](#)

INFORMATIONS CONCERNANT LES ACTES ADOPTÉS PAR LE CONSEIL EN SEPTEMBRE 2020	
Procédure écrite achevée le 4 septembre 2020	CM 3397/20
<i>Décision du Conseil portant nouvelle prorogation de la dérogation temporaire au règlement intérieur du Conseil prévue par la décision (UE) 2020/430 et prorogée par les décisions (UE) 2020/556, (UE) 2020/702 et (UE) 2020/970 eu égard aux difficultés de déplacement causées dans l'Union par la pandémie de COVID-19</i> Décision (UE) 2020/1253 du Conseil du 4 septembre 2020 portant nouvelle prorogation de la dérogation temporaire au règlement intérieur du Conseil prévue par la décision (UE) 2020/430 et prorogée par les décisions (UE) 2020/556, (UE) 2020/702 et (UE) 2020/970 eu égard aux difficultés de déplacement causées dans l'Union par la pandémie de COVID-19 JO L 294 du 8.9.2020, p. 1	9962/20
Procédure écrite achevée le 7 septembre 2020	CM 3191/20
<i>Décision d'exécution du Conseil modifiant la décision d'exécution 2012/232/UE autorisant la Roumanie à appliquer des mesures dérogeant à l'article 26, paragraphe 1, point a), et à l'article 168 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée - Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption</i> Décision d'exécution (UE) 2020/1262 du Conseil du 4 septembre 2020 modifiant la décision d'exécution 2012/232/UE autorisant la Roumanie à appliquer des mesures dérogeant à l'article 26, paragraphe 1, point a), et à l'article 168 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée JO L 296 du 10.9.2020, p. 6	9932//20
Procédure écrite achevée le 7 septembre 2020	CM 3195/20
<i>Décision d'exécution du Conseil modifiant la décision d'exécution (UE) 2017/1855 autorisant la Roumanie à appliquer une mesure particulière dérogatoire à l'article 287 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée - Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption</i> Décision d'exécution (UE) 2020/1260 du Conseil du 4 septembre 2020 modifiant la décision d'exécution (UE) 2017/1855 autorisant la Roumanie à appliquer une mesure particulière dérogatoire à l'article 287 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée JO L 296 du 10.9.2020, p. 1	9934/20

Procédure écrite achevée le 7 septembre 2020	CM 3197/20
<i>Décision d'exécution du Conseil modifiant la décision d'exécution (UE) 2017/2408 autorisant la République de Lettonie à appliquer une mesure particulière dérogatoire à l'article 287 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée - Décision de recourir à la procédure écrite pour l'adoption</i> Décision d'exécution (UE) 2020/1261 du Conseil du 4 septembre 2020 modifiant la décision d'exécution (UE) 2017/2408 autorisant la République de Lettonie à appliquer une mesure particulière dérogatoire à l'article 287 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée JO L 296 du 10.9.2020, p. 4	9936/20
Procédure écrite achevée le 4 septembre 2020	CM 3418/20
<i>Décision du Conseil portant adoption de la position du Conseil concernant le projet de budget rectificatif n° 7 de l'Union européenne pour l'exercice 2020</i> Décision du Conseil du 4 septembre 2020 portant adoption de la position du Conseil concernant le projet de budget rectificatif n° 7 de l'Union européenne pour l'exercice 2020 2020/C 298 I/01 JO C 298I du 8.9.2020, p. 1	10268/20
Procédure écrite achevée le 7 septembre 2020	CM 3293/20
<i>Décision du Conseil modifiant la décision 2012/392/PESC concernant la mission PSDC de l'Union européenne au Niger (EUCAP Sahel Niger)</i> Décision (PESC) 2020/1254 du Conseil du 7 septembre 2020 modifiant la décision 2012/392/PESC concernant la mission PSDC de l'Union européenne au Niger (EUCAP Sahel Niger) JO L 294 du 8.9.2020, p. 3	9612/20
Procédure écrite achevée le 7 septembre 2020	CM 3443/20
Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord (OCSAN) - Réunion intersessions du Conseil de l'OCSAN, du 9 au 11 septembre	10480/20
Procédure écrite achevée le 7 septembre 2020	CM 3439/20
Accès du public aux documents - Demande confirmative n° 18/c/01/20	9892/20

Procédure écrite achevée le 7 septembre 2020	CM 3193/20
<i>Décision d'exécution du Conseil modifiant la décision d'exécution 2013/680/UE autorisant le Royaume de Danemark et le Royaume de Suède à prolonger l'application d'une mesure particulière dérogatoire aux articles 168, 169, 170 et 171 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée</i> Décision d'exécution (UE) 2020/1277 du Conseil du 9 septembre 2020 modifiant la décision d'exécution 2013/680/UE autorisant le Royaume de Danemark et le Royaume de Suède à prolonger l'application d'une mesure particulière dérogatoire aux articles 168, 169, 170 et 171 de la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée JO L 300 du 14.9.2020, p. 35	9933/20
Procédure écrite achevée le 10 septembre 2020	CM 3409/20
<i>Décision et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine</i> Décision (PESC) 2020/1269 du Conseil du 10 septembre 2020 modifiant la décision 2014/145/PESC concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 298 du 11.9.2020, p. 23	9721/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/1267 du Conseil du 10 septembre 2020 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 269/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions compromettant ou menaçant l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine JO L 298 du 11.9.2020, p. 1	9723/20
Procédure écrite achevée le 11 septembre 2020	CM 3510/20
Position du Conseil concernant le projet de budget rectificatif n° 8 de l'Union européenne pour l'exercice 2020: augmentation des crédits de paiement en faveur de l'instrument d'aide d'urgence pour financer la stratégie concernant les vaccins contre la COVID-19 et en faveur des retombées de l'initiative d'investissement+ en réaction au coronavirus	10376/20

Procédure écrite achevée le 11 septembre 2020	CM 3499/20
Intention de ne pas exprimer d'objections à l'égard du règlement délégué de la Commission du 14.7.2020 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les frais facturés par l'Autorité européenne des marchés financiers aux contreparties centrales établies dans un pays tiers	9648/20
Intention de ne pas exprimer d'objections à l'égard du règlement délégué de la Commission du 14.7.2020 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les critères dont l'AEMF devrait tenir compte pour déterminer si une contrepartie centrale établie dans un pays tiers présente une importance systémique ou est susceptible de présenter à l'avenir une importance systémique pour la stabilité financière de l'Union ou d'un ou de plusieurs de ses États membres	9651/20
Intention de ne pas exprimer d'objections à l'égard du règlement délégué de la Commission du 14.7.2020 complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les éléments minimaux à évaluer par l'AEMF lors de l'évaluation des demandes de conformité comparable présentées par des contreparties centrales de pays tiers, ainsi que les modalités et conditions de cette évaluation	9657/20 + ADD 1
Procédure écrite achevée le 11 septembre 2020	CM 3459/20
Approbation de quatre déclarations du Forum régional de l'ASEAN (FRA)	10426/20
Procédure écrite achevée le 14 septembre 2020	CM 3452 /20
Décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord-cadre entre l'Union européenne et les Nations unies pour la fourniture d'un soutien mutuel dans le cadre de leurs missions et opérations respectives sur le terrain	7714/20 + 7715/20
Procédure écrite achevée le 18 septembre 2020	CM 3542 /20
<i>Décision d'exécution du Conseil autorisant le Royaume-Uni à exprimer son consentement, en sa propre qualité, à être lié par certains accords internationaux qui seront appliqués pendant la période de transition dans le domaine de la politique commune de la pêche de l'Union</i> Décision d'exécution (UE) 2020/1305 du Conseil du 18 septembre 2020 autorisant le Royaume-Uni à exprimer son consentement, en sa propre qualité, à être lié par certains accords internationaux qui seront appliqués pendant la période de transition dans le domaine de la politique commune de la pêche de l'Union JO L 305 du 21.9.2020, p. 27	10583/20

Procédure écrite achevée le 18 septembre 2020	CM 3585/20
<i>Décision du Conseil portant nomination des membres du Comité économique et social européen pour la période allant du 21 septembre 2020 au 20 septembre 2025</i> Décision du Conseil du 21 septembre 2020 portant nomination des membres titulaires et suppléants du Comité consultatif pour la coordination des systèmes de sécurité sociale (2020/C 315 I/01) JO C 315I du 23.9.2020, p. 1	10463/20
3768^e session du Conseil de l'Union européenne (Agriculture et pêche), tenue à Bruxelles le 21 septembre 2020 (procès-verbal: 11006/20)	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT
<i>Règlement modifiant le règlement (UE) 2020/123 en ce qui concerne certaines possibilités de pêche pour 2020 dans les eaux de l'Union et n'appartenant pas à l'Union</i> Règlement (UE) 2020/1323 du Conseil du 21 septembre 2020 modifiant le règlement (UE) 2020/123 en ce qui concerne certaines possibilités de pêche pour 2020 dans les eaux de l'Union et n'appartenant pas à l'Union JO L 311 du 25.9.2020, p. 2	10455/20
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE dans le cadre de la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Est, en ce qui l'adhésion du Royaume-Uni</i> Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, dans le cadre de la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Est, en ce qui concerne la demande d'adhésion à ladite convention présentée par le Royaume-Uni, et abrogeant la décision (UE) 2019/510	10570/20
<i>Décision du Conseil relative à la position de l'UE, au sein du Conseil international des céréales, en ce qui concerne l'adhésion du Royaume-Uni à la convention sur le commerce des céréales de 1995</i> Décision (UE) 2020/1324 du Conseil du 21 septembre 2020 relative à la position à prendre au nom de l'Union européenne, au sein du Conseil international des céréales, en ce qui concerne l'adhésion du Royaume-Uni à la convention sur le commerce des céréales de 1995 JO L 311 du 25.9.2020, p. 6	10349/20

3769^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires étrangères), tenue à Bruxelles le 21 septembre 2020 (procès-verbal: 11007/20)	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT
<i>Décision et règlement du Conseil concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine - Transposition par les Nations unies</i> Décision (PESC) 2020/1312 du Conseil du 21 septembre 2020 modifiant la décision 2013/798/PESC concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine JO L 308 du 22.9.2020, p. 3	10166/20
Règlement (UE) 2020/1311 du Conseil du 21 septembre 2020 modifiant le règlement (UE) n° 224/2014 concernant des mesures restrictives eu égard à la situation en République centrafricaine JO L 308 du 22.9.2020, p. 1	10172/20
<i>Mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo - Mise à jour par les Nations unies: notification préalable</i> Avis à l'attention de certaines personnes et entités visées par les mesures restrictives prévues par la décision 2010/788/PESC du Conseil et le règlement (CE) n° 1183/2005 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre des personnes agissant en violation de l'embargo sur les armes imposé à la République démocratique du Congo (2020/C 314/03) JO C 314 du 22.9.2020, p. 3	10618/20
<i>Burundi - mesures restrictives - notifications préalables</i> Avis à l'attention de certaines personnes faisant l'objet des mesures restrictives prévues par la décision (PESC) 2015/1763 du Conseil et par le règlement (UE) 2015/1755 du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation au Burundi (2020/C 314/04) JO C 314 du 22.9.2020, p. 4	10632/20
Décision du Conseil autorisant le haut représentant à ouvrir des négociations en vue de la conclusion d'un accord entre l'UE et la République du Pérou établissant un cadre pour la participation de ce pays à des opérations de gestion de crises menées par l'UE ("accord-cadre de participation")	9875/20

<i>Décision d'exécution et règlement d'exécution du Conseil concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye</i> Décision d'exécution (PESC) 2020/1310 du Conseil du 21 septembre 2020 mettant en œuvre la décision (PESC) 2015/1333 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye JO L 305I du 21.9.2020, p. 5	10655/20
Règlement d'exécution (UE) 2020/1309 du Conseil du 21 septembre 2020 mettant en œuvre l'article 21, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/44 concernant des mesures restrictives en raison de la situation en Libye JO L 305I du 21.9.2020, p. 1	10657/20
<i>Décision du Conseil relative au représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux - budget</i> Décision (PESC) 2020/1313 du Conseil du 21 septembre 2020 modifiant la décision (PESC) 2020/489 portant nomination du représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux JO L 308 du 22.9.2020, p. 4	10495/20
3770^e session du Conseil de l'Union européenne (Affaires générales), tenue à Bruxelles le 22 septembre 2020 (procès-verbal: 11008/20)	
ACTES NON LÉGISLATIFS	
ACTE	DOCUMENT
<i>Décision du Conseil approuvant la désignation du commissaire aux comptes extérieur de la Suomen Pankki</i> Décision du Conseil modifiant, en ce qui concerne le commissaire aux comptes extérieur de la Suomen Pankki, la décision 1999/70/CE concernant les commissaires aux comptes extérieurs des banques centrales nationales	10339/20
<i>Recommandation dans le cadre de l'évaluation de Schengen – frontière extérieure de la Croatie</i> Décision d'exécution du Conseil arrêtant une recommandation pour remédier aux manquements constatés lors de l'évaluation de la Croatie pour 2019 sur le plan du respect des conditions nécessaires à l'application de l'acquis de Schengen dans le domaine de la gestion des frontières extérieures (nouvelle inspection des frontières terrestres)	10798/20

Procédure écrite achevée le 25 septembre 2020	CM 3714/20
<i>Décision du Conseil relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la 66^e session du comité du système harmonisé de l'Organisation mondiale des douanes en ce qui concerne l'adoption envisagée d'avis de classement, de décisions de classement, de modifications des notes explicatives du système harmonisé ou d'autres avis se rapportant à l'interprétation du système harmonisé ainsi que de recommandations visant à assurer l'interprétation uniforme du système harmonisé dans le cadre de la convention sur le système harmonisé</i> Décision (UE) 2020/1410 du Conseil du 25 septembre 2020 relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, lors de la 66^e session du comité du système harmonisé de l'Organisation mondiale des douanes en ce qui concerne l'adoption envisagée d'avis de classement, de décisions de classement, de modifications des notes explicatives du système harmonisé ou d'autres avis se rapportant à l'interprétation du système harmonisé, ainsi que de recommandations visant à assurer l'interprétation uniforme du système harmonisé dans le cadre de la convention sur le système harmonisé JO L 327 du 8.10.2020, p. 1	10706/20 + 10711/20
Procédure écrite achevée le 25 septembre 2020	CM 3711/20
<i>Décisions d'exécution du Conseil octroyant à des États membres un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19</i> Décision d'exécution (UE) 2020/1342 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant au Royaume de Belgique un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 4	10323/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1343 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République de Bulgarie un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 10	10324/20

Décision d'exécution (UE) 2020/1344 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République de Chypre un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 13	10325/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1345 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République tchèque un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 17	10326/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1346 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République hellénique un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 21	10327/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1347 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant au Royaume d'Espagne un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 24	10328/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1348 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République de Croatie un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 28	10329/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1349 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République italienne un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 31	10330/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1350 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République de Lituanie un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 35	10331/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1351 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République de Lettonie un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 38	10332/20 + COR 1

Décision d'exécution (UE) 2020/1352 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République de Malte un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 42	10333/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1353 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République de Pologne un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 45	10334/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1354 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République portugaise un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 49	10335/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1355 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la Roumanie un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 55	10336/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1356 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République de Slovénie un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 59	10337/20
Décision d'exécution (UE) 2020/1357 du Conseil du 25 septembre 2020 octroyant à la République slovaque un soutien temporaire au titre du règlement (UE) 2020/672 pour l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence engendrée par la propagation de la COVID-19 JO L 314 du 29.9.2020, p. 63	10338/20
Déclaration du Danemark à inscrire au procès-verbal du Coreper et formulée au moment de l'adoption selon la procédure écrite Le Danemark est en mesure d'approuver la décision de recourir à la procédure écrite puis l'adoption des décisions d'exécution du Conseil octroyant un soutien temporaire au titre du règlement SURE (point "I" 26), étant entendu, compte tenu des réponses apportées par la Commission aux questions soulevées pendant les discussions techniques, que les actes d'exécution et les accords de prêt bilatéraux respecteront les droits fondamentaux de l'UE, y compris la non-discrimination, qui constitue une priorité pour le Danemark.	CM 3711/20

Procédure écrite achevée le 29 septembre 2020	CM 3772/20
<i>Adoption de la position du Conseil sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2021</i> Décision du Conseil du 29 septembre 2020 portant adoption de la position du Conseil sur le projet de budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2021 JO C 323I du 1.10.2020, p. 1	10474/20
Déclaration relative à la position du Conseil sur le projet de budget pour 2021 Le Conseil note qu'en vue de donner mandat à la présidence pour la procédure de conciliation budgétaire, il réexaminera sa position à la lumière du texte final du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 et de la lettre rectificative que la Commission devrait présenter plus tard au cours de la procédure, le cas échéant, tant pour les crédits d'engagement que pour les crédits de paiement. À cet égard, le Conseil exhorte la Commission à présenter la lettre rectificative dès que possible et, au plus tard, le 31 octobre 2020, afin de faciliter le travail des deux branches de l'autorité budgétaire et d'assurer l'adoption en temps utile du budget 2021.	10378/20 ADD 1
Déclaration relative à la réserve d'ajustement au Brexit Le Conseil rappelle les conclusions du Conseil européen réuni du 17 au 21 juillet et invite la Commission à présenter une proposition relative à l'instrument approprié nécessaire pour rendre opérationnelle la réserve d'ajustement au Brexit dans les meilleurs délais, en vue de faire en sorte qu'un montant suffisant de crédits puisse être mis à disposition pour être mobilisé à compter du début de l'exercice 2021.	10378/20 ADD 1
Déclaration relative au personnel des organismes Le Conseil note que l'ensemble des institutions, organes et organismes de l'UE et leurs administrations devraient procéder régulièrement à une analyse de la situation du personnel qui garantisse l'optimisation des ressources en personnel au niveau actuel et devraient continuer à rechercher des gains d'efficacité en ce qui concerne les dépenses non liées aux rémunérations, y compris par le renforcement de la coopération interinstitutionnelle, par exemple dans le domaine des technologies de l'information, des marchés publics et des bâtiments, et par le gel des dépenses non liées aux rémunérations. Dans ce contexte, le Conseil demande à la Commission d'évaluer et de proposer, dans la lettre rectificative au projet de budget pour 2021 qu'elle adressera prochainement, comment appliquer au mieux ces principes dans le cas des organismes décentralisés, en particulier en ce qui concerne l'optimisation des ressources en personnel au niveau actuel. Aux fins de la position du Conseil, et dans l'attente d'une nouvelle évaluation de la Commission dans sa lettre rectificative, le tableau des effectifs de la Commission est réduit de 140 postes à titre provisoire pour compenser les augmentations dans les organismes décentralisés de l'UE.	10378/20 ADD 1

Déclaration relative aux paiements Le Conseil examinera attentivement la lettre rectificative portant sur l'agriculture (en incluant les informations relatives aux recettes affectées) afin d'évaluer le niveau adéquat des ressources devant figurer au budget 2021 au titre de la rubrique 3 (<i>Ressources naturelles et environnement</i>). Le Conseil demande à la Commission de continuer de suivre attentivement et activement au cours de l'exercice 2021 la mise en œuvre des programmes pour la période 2014-2020 (en particulier en ce qui concerne la sous-rubrique 2a et le développement rural). À cette fin, il invite la Commission à présenter en temps utile des chiffres actualisés concernant la situation et les estimations relatives aux crédits de paiement en 2021. S'il ressort des chiffres que les crédits inscrits au budget 2021 sont insuffisants pour couvrir les besoins, le Conseil invite la Commission à présenter dans les meilleurs délais une solution appropriée, notamment un projet de budget rectificatif, en vue de permettre à l'autorité budgétaire d'arrêter les décisions nécessaires en temps voulu pour des besoins justifiés. Le cas échéant, le Conseil tiendra compte de l'urgence de la question, en raccourcissant le délai de huit semaines prévu pour la prise d'une décision, s'il l'estime nécessaire. Il en va de même, mutatis mutandis, si les chiffres montrent que les crédits inscrits au budget 2021 sont plus élevés que ce qui est nécessaire.	10378/20 ADD 1
Procédure écrite achevée le 29 septembre 2020	CM 3815/20
<i>Décision du Conseil portant nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA)</i> Décision du Conseil du 30 septembre 2020 portant nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Agence européenne des produits chimiques JO C 330 du 6.10.2020, p. 2	10758/20